

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

(22^e édition. – Juillet 2003)

AVENANT N° 8 DU 9 DÉCEMBRE 2004

À L'ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2000

RELATIF AUX RÈGLEMENTS DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0550194M

IDCC : 1090

Entre :

La FNCRM ;

Le GNEA ;

L'UNIDEC ;

La FNA ;

La CNPA ;

La FFC ;

Les professionnels du pneu,

D'une part, et

FO ;

La CFTC ;

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord de prévoyance du 16 novembre 2000 et ses avenants successifs, en dernier lieu l'avenant n° 7 du 30 juin 2004 ;

Considérant la nécessité d'adapter le régime de prévoyance aux récentes évolutions législatives et conventionnelles, et l'opportunité d'y apporter certaines améliorations de fond et de forme,

conviennent d'adapter comme suit le règlement général de prévoyance (RGP) et le régime professionnel obligatoire de prévoyance (RPO) annexés à l'avenant n° 33 du 16 novembre 2000 :

I. – Modifications du RGP

Article 1^{er}

Au 2^e alinéa de l'article 7 *a*, après : « les mandataires sociaux » sont insérés les mots : « visés à l'article 4 ».

Article 2

A la fin du 1^{er} alinéa de l'article 7 *b*, les mots : « au 60^e anniversaire » sont remplacés par : « à la date d'attribution d'une pension de vieillesse par la sécurité sociale, et au plus tard au 65^e anniversaire ».

Article 3

Au 2^e alinéa de l'article 7 *b*, les mots : « avant le 60^e anniversaire » sont remplacés par : « avant le 65^e anniversaire ». Ce 2^e alinéa est complété par la phrase suivante : « Elles sont également maintenues en cas de décès survenu dans les 30 jours qui suivent la radiation des effectifs de l'entreprise adhérente, sauf reprise d'activité salariée ou non salariée avant la fin de ce délai ».

Article 4

Les points *a* et *d* de l'article 8 sont modifiés comme suit :

« *a*) Au conjoint marié du participant, non séparé de corps par jugement définitif ; »

« *d*) A défaut, aux enfants du participant en parts égales ; ».

II. – Modifications du RPO

Article 5

A la fin du 1^{er} alinéa de l'article 2 *a* et de l'article 2 *b* sont ajoutés les mots : « ni la date d'attribution de la pension de vieillesse par la sécurité sociale ».

Article 6

Au 2^e alinéa de l'article 4, après « et au plus tard » sont ajoutés les mots : « jusqu'au 65^e anniversaire ou ».

Article 7

A l'article 6, les mots : « jusqu'au 60^e anniversaire du participant » sont remplacés par : « jusqu'au 65^e anniversaire du participant ou jusqu'à la date d'attribution d'une pension de vieillesse par la sécurité sociale ».

Article 8

Au 3^e alinéa de l'article 9, les mots : « jusqu'au 60^e anniversaire du participant » sont remplacés par : « jusqu'au 65^e anniversaire du participant ou jusqu'à la date d'attribution d'une pension de vieillesse par la sécurité sociale ».

Article 9

A l'article 12, les mots : « avant 60 ans » sont remplacés par : « avant 65 ans ou à la date d'attribution, par la sécurité sociale, d'une pension de vieillesse si elle est antérieure, ».

Article 10

Au début de l'article 14 *a*, le mot : « régime » est remplacé par le mot : « règlement ».

Article 11

Au 1^{er} tiret de l'article 17, les mots : « l'article 2.14 *c* » sont remplacés par : « l'article 1.24 *c* ». Au 2^e et au 3^e tiret, la mention des articles 2.13 *b*, 4.11 *b*, 2.10 *d* et 4.08 *e* est complétée par les mots : « de la convention collective ». Le texte du 4^e tiret est ainsi modifié : « en cas de rupture amiable du contrat de travail à partir de 58 ans, lorsque le salarié remplit les conditions posées par l'article 2.14 de la convention collective pour en bénéficier ».

Article 12

Au 3^e de l'article 18, les mentions : « 2.14 *c* 2 » et « 2.14 *c* » sont remplacées par : « 1.24 *c* 2 de la convention collective » et « 1.24 *c* de la convention collective ».

Article 13

Au dernier alinéa de l'article 20, la mention : « 2.14 *b* » est remplacée par : « 1.24 *b* de la convention collective ».

Article 14

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais au dépôt légal du présent avenant, puis aux démarches tendant à son extension.

Fait à Suresnes, le 9 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)